

## **Contribution de France Nature Environnement PACA**

### **à la consultation publique du Plan National Loup**

France Nature Environnement PACA note avec satisfaction que des avancées significatives caractérisent le Plan national Loup 2018/2023. Ainsi, elle salue la détermination de l'Etat à faire progresser les outils et les méthodes de protection des troupeaux dans le sens d'une meilleure adaptation aux différentes pratiques pastorales. Elle souligne l'intérêt urgent de disposer d'une filière très maîtrisée de chiens de protection performants, éléments déterminants du processus, tant du point de vue de leur efficacité à protéger le cheptel que de leur capacité d'intégration aux différents contextes sociaux.

Cependant, *L'Expertise Scientifique Collective sur le devenir de la population de loups en France*, conduite en 2017 à la demande expresse de l'Etat, relève : « il est devenu essentiel de s'interroger sur l'existence d'une véritable relation de cause à effet entre les tirs dérogatoires de loups et une diminution des dommages considérés importants ». Or il s'avère aujourd'hui que l'expérience française, du fait du caractère le plus souvent opportuniste des tirs effectués, et en l'absence de démarche analytique poussée, ne sait toujours pas répondre à cette question. Aucune relation directe entre augmentation des prélèvements de loups et diminution systématique des dommages sur les troupeaux n'est en effet démontrée.

En conséquence, France Nature Environnement PACA déplore que le recours aux prélèvements de loups, tel que précisé dans le nouveau plan national, fasse encore l'objet d'une forme de surenchère aveugle laissant de côté la recherche de solutions éprouvées. Elle considère que ce recours aux prélèvements ne peut avoir de sens que si chacune des opérations correspondantes est réalisée dans un cadre scientifique permettant de tirer des enseignements probants, pour une politique évolutive de gestion du loup et des élevages.

Négliger l'amélioration des connaissances sur ce point précis des prélèvements, reste un handicap majeur dans l'aboutissement de la recherche annoncée. En alimentant le conflit opposant monde agricole et environnementaliste, c'est aussi un obstacle essentiel, au règlement politique, social et économique de la crise de l'élevage confronté au risque de prédation. Plus grave encore, c'est une attitude néfaste au rapprochement des différentes factions de la société, rendu nécessaire par les défis environnementaux qui globalement nous sont posés.

**Ci après le positionnement de FNE PACA sur la question du loup.**

## **France Nature Environnement PACA**

Agréée dans un cadre national au titre de l'article L. 141.1 du Code de l'Environnement

Agréée par l'Education Nationale pour l'éducation à l'environnement

Agréée par le Ministère de la Justice

Le retour naturel du loup en France est un signe positif pour notre environnement ; il peut indiquer que les espaces qu'il occupe, territoires en co-évolution avec l'espèce humaine, et souvent dégradés, ont retrouvé un niveau de fonctionnement écologique offrant les conditions suffisantes pour l'héberger. Ainsi son statut juridique d'espèce protégée dans les législations nationale et internationale accompagne sa signification écologique, sa raréfaction en Europe occidentale et son inscription dans les perceptions sociétales nouvelles.

Le retour des loups, comme celui des ours, des phoques, des flamands ou des castors... traduit celui de la « nature » dans les espaces ruraux et urbains, du territoire national et supranational, et dans notre vie quotidienne. C'est un phénomène souhaité après que nous avons pu penser et agir convaincus de notre toute puissance face aux éléments, et avant de payer de lourds tributs à ce manque de conscience. La nature, y compris dans ses facettes les plus urbaines, s'avère indispensable aux territoires de vie, source d'émotion, de création, facteur d'équilibre indispensable à l'humain, domaine primordial d'éducation à la vie, composante de toute économie soutenable.

Notre société révisé à présent sa vision de la nature, autant qu'elle s'est contrainte de modifier son rapport avec elle. La préservation des grands équilibres planétaires indispensable à la survie de l'espèce humaine et à l'épanouissement de l'humanité, passe par un profond respect du vivant, par sa prise en compte dans nos réflexions et par l'acceptation d'une nature plus présente dans tous les espaces occupés par l'homme.

***LA CONSERVATION DU LOUP COMME CELLE DE TOUTE AUTRE ESPECE ET COMPOSANTE DU VIVANT EST ESSENTIELLE POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LEQUEL NOTRE PAYS ET NOTRE SOCIETE VEULENT S'ENGAGER.***

Pour autant, en Provence Alpes Côte-d'Azur, le pastoralisme est un acteur incontestable de l'activité économique de la région ; les savoir-faire des éleveurs et des bergers, et les valeurs sociétales qu'ils portent font partie du patrimoine culturel régional ; les incidences écologiques et paysagères bénéfiques d'un pâturage extensif bien mené sont indéniables en montagne, dans les collines provençales et les plaines littorales.

La co-existence des activités agricoles et pastorales avec les loups ou d'autres espèces « sauvages » n'implique pas un retour vers le passé. Il s'agit d'une situation inédite pour notre société moderne,

générée par ses prises de conscience, sa propre évolution politique et environnementale. Elle s'accompagne, dans l'immédiat, de contraintes et de charges économiques, sociales et émotionnelles nouvelles, et globalement de conflits - expression d'une perturbation des systèmes en place face à laquelle il convient de construire de nouveaux équilibres. Notre société en devenir doit donc imaginer puis mettre en œuvre des politiques traduites rapidement en démarches concrètes et efficaces visant à ce que les efforts imposés, par ce retour de la nature dans nos sphères de vie, ne soient pas exclusivement et honteusement supportés par des minorités mises en difficulté.

Aussi, devons nous développer la conscience collective que chacun est concerné par ce retour, y compris dans ses aspects les plus dérangeants au regard de notre mode de vie actuel. Les acteurs locaux de l'élevage extensif et de la transhumance en particulier les éleveurs et les bergers, sont particulièrement exposés aux effets de la prédation exercée par les loups : nouveau facteur de stress, pertes de revenu directes et indirectes, contraintes techniques. Un engagement collectif doit être pris pour les préserver de tout isolement tant au sein du monde professionnel que de la société en général.

Une coexistence soutenable entre le loup et le pastoralisme, dans le cadre d'un projet de territoire, suppose aussi que soit établi un rapport de réciprocité entre les prédateurs dont on ne peut admettre qu'ils dominent l'élevage et l'espèce humaine qui se doit d'abandonner toute idée de règne absolu sur les espèces sauvages.

Il convient donc de concevoir simultanément un soutien efficient du pastoralisme et une préservation de l'espèce loup accompagnée d'une gestion adaptée de ses populations. Des programmes de recherche, l'encouragement à l'innovation, des échanges d'expériences et la construction d'une vision partagée par tous, en particulier par les acteurs du territoire, doivent constituer le tremplin de cette double démarche. Les bases des programmes à construire sont de :

☐ Relancer la recherche et l'expérimentation, notamment en matière de protection des troupeaux et de maîtrise de la pression de prédation, en garantissant une orientation, un suivi et une évaluation appliqués aux différents contextes agropastoraux géographiques et techniques, et à l'éthologie des loups ;

☐ identifier et adopter des mesures sociales de formation, d'amélioration des conditions de travail, de création et d'animation de groupes d'échange locaux ;

☐ mieux cibler le soutien financier, notamment en faveur d'équipements et de dispositifs de protection des troupeaux adaptés ;

☐ améliorer la valorisation économique des produits d'élevage, par le développement des circuits courts, par exemple.

Ils exigent des moyens techniques financiers et humains que les collectivités nationales et locales doivent mettre en œuvre.

FNE PACA insiste sur la nécessité, pour notre société, de laisser une place à la nature dans toutes ses formes, et invite tous les citoyens à réfléchir, contribuer et s'impliquer dans une démarche solidaire

permettant de trouver un équilibre entre les systèmes de production intégrée, et la présence et le respect de la complexité de la nature.

FNE PACA demande à l'Etat et aux Collectivités régionales et départementales de Provence Alpes Côte- d'Azur de mettre en œuvre, en lien avec tous les citoyens intéressés, les moyens politiques, techniques, financiers et humains appropriés.

Notre société a besoin à la fois de richesses naturelles diversifiées et organisées dans la complexité (biodiversité) qui convient à leur pérennité, à notre épanouissement, et d'une agriculture locale productrice de biens de qualité intégrée dans ses territoires.